



### ***Monsieur le président ;***

Dès le mois de décembre, alors que le président Gbagbo s'était fait investir président de la république Ivoirienne, et vous avait confiné au Golf-hôtel, j'avais le plus sérieusement au monde demandé à m'engager auprès des forces qui vous défendaient. Tel un volontaire des Brigades internationales, je voulais servir – et peut-être mourir – pour la démocratie. Les personnes contactées m'avaient fait savoir que les seules possibilités pour le faire serait de rejoindre la rébellion au nord de la Côte d'Ivoire, ou de retourner dans notre armée nationale, et espérer qu'on me renvoie à Abidjan. Je n'ai jamais eu l'âme d'un rebelle, et la liberté dont je jouissais depuis que j'avais quitté l'armée m'était trop précieuse pour la jouer sur un tel engagement. Je vous ai donc défendu avec une autre arme : ma plume. J'ai multiplié les articles, lettres ouvertes et interventions dans les médias pour dire mon amour pour votre pays, et ma conviction de votre victoire. Ceci m'a certes valu la perte de certaines amitiés d'armes, mais j'étais persuadé qu'il fallait que vous accédiez au pouvoir pour dire à tous ces présidents africains prédateurs de pouvoir dans leur pays, au détriment du suffrage de leur peuple que désormais, une page s'ouvrirait sur notre continent.

Finalement, vous avez atteint votre but, notre but à nous tous qui croyions défendre à travers vous, la démocratie en Afrique. Personnellement, je n'ai pas aimé la façon dont vous avez atteint cet objectif. J'aurais tant aimé que la seule pression internationale vienne à bout de Gbagbo et de son régime. J'aurais tant aimé que le printemps arabe ait été d'abord ivoirien. Mais dans votre confrontation avec votre rival, vous aviez un atout, que peu d'opposants ont en Afrique : vous aviez une rébellion bien armée, et plutôt motivée de votre côté.

Ces rebelles-là, je les ai connus, j'ai su apprécier leur courage, jauger leur ténacité, mesurer leur valeur guerrière. J'ai, durant les quatre mois passés dans la zone Zuenoula, - Bouaflé - Kounahiri Mankono, comme officier de l'arme blindé du contingent togolais de l'ONUCI 1, appris à évaluer les forces en présence. Cette acuité m'a donc permis, dans un jeu de guerre à distance, d'anticiper l'évolution du conflit militaire, jusqu'à l'arrivée des FRCI aux portes d'Abidjan. J'ai prié pour que vos troupes s'emparent toutes seules du bastion de Gbagbo, et circonscrire le conflit à la cote d'Ivoire. Mais comme les événements le démontreront plus tard : mal armées et insuffisamment entraînées, elles se sont montrées incapables de s'emparer du palais présidentiel, vous réduisant à accepter l'intervention d'une troupe étrangère, n'arborant pas pavillon onusien, pour finir le travail.

Monsieur le Président, avec tout le respect que je vous dois, et toute l'amitié que j'ai pour l'armée française à qui je dois ma formation saint-cyrienne, c'était la première erreur. Que n'avez-vous pas appliqué la vieille tactique vieille comme le monde du siège, pour contraindre votre ennemi à sortir de son bunker une fois les provisions consommées, puisque vos troupes avaient complètement coupé toutes les issues de ravitaillement des assiégés ?.

## Pour Gbagbo, j'accuse

Écrit par errytaama.net

Lundi, 05 Décembre 2011 07:55 - Mis à jour Dimanche, 13 Mai 2012 13:15

---

Mais comme le dit l'adage, la fin justifie les moyens. La capture de Gbagbo équivalait pour moi à l'instauration de la paix. Les boucantiers allaient investir la place et ramener la joie comme on le dit à Abidjan. Pour moi, l'essentiel était là. Le peuple ivoirien que j'ai connu et appris à aimer durant six mois est non seulement industriel, mais optimiste et joyeux. Il suffisait que les armes se taisent et la vie allait reprendre.

Et je ne me suis pas trompé. Moins d'une année seulement après la fin des hostilités, Abidjan, votre capitale a renoué avec sa vitalité légendaire. L'activité économique é été relancée avec une célérité qui est tout à votre honneur. Vous avez su remettre, avec fermeté et doigté, votre pays sur le chemin de la prospérité. Sur le plan social par exemple, vous avez, grâce aux soins médicaux gratuits, réalisé une avancée plus impressionnante que des pays baignant dans la stabilité depuis longtemps. Même sur le plan politique, alors que l'on s'était attendu à une immense chasse aux sorcières, la réconciliation a été votre leitmotiv. Plusieurs de vos ennemis d'hier sont devenus vos collaborateurs. La commission Vérité et Réconciliation, composée de sommités au dessus de tous soupçons (je pense notamment à Drogba) ont accepté s'investir dans cette périlleuse quête de la paix des cœurs.

Alors, qu'avez-vous à faire ça, monsieur le président ? Qu'avez-vous à déporter Gbagbo, ainsi que le faisaient jadis les colonisateurs, des rois africains qu'ils n'arrivaient à soumettre par le simple pouvoir des armes ? Vous aviez redressé les institutions de votre pays, redonné de l'aplomb à votre appareil judiciaire, et bientôt, vous complétez ce tableau par la constitution d'une assemblée nationale plurielle, où je m'attendais à ce que vous pesiez de tout votre poids pour la participation du FPI à ce scrutin. Votre système judiciaire est-il si mauvais pour connaître des crimes commis sur son sol ? Si mes chiffres sont exacts, le second tour des élections présidentielles vous ont crédité de 54% de voix. Il faut donc croire que 46% de votre peuple a porté son choix à celui que vous envoyez, comme le plus vil des criminels, dans un tribunal où il a autant sa place que vous, monsieur le président, car, n'eût été votre entêtement à arracher ce pouvoir par la force – au lieu d'attendre les effets des sanctions internationales et la négociation – les 3000 Ivoiriens que nous pleurons aujourd'hui seraient encore en vie. Le départ des présidents tunisiens, égyptiens et du Yémen montrent que la pression populaire, doublée d'un activisme diplomatique, a plus facilement raison des dictateurs.

Monsieur le Président, que n'avez-vous pas attendu la composition de l'Assemblée nationale pour que les députés se penchent sur la nécessité d'envoyer Gbagbo au CPI ? Que n'avez-vous pas demandé l'opinion de votre peuple par l'organisation d'un référendum pour savoir ce qu'il veut faire de son ancien président, en dehors d'un procès national ? Gbagbo est-il pire que Hissène Habré, qui coule de jours heureux au Sénégal, sur les cadavres des milliers de Tchadiens. Gbagbo est-il pire que Moubarak, El Béchir, Savimbi, Saleh, et toute cette liste infinie de présidents qui sont confortablement installés à la tête de leurs États, après avoir massacré des milliers de compatriotes pour y accéder ? La Cote d'Ivoire est-elle moins souveraine que la Libye, qui malgré un engagement total de l'OTAN auprès des rebelles pour renverser le régime de Kadhafi, a farouchement refusé de livrer Saif-Al Islam, pourtant recherché par le CPI ?

Ne voyez-vous pas qu'en agissant ainsi, vous donnez raison à tous ceux qui voient en cette cour pénale, un instrument au service non seulement des vainqueurs, mais surtout d'un occident dont vous vous faites le plus loyal serviteur ? Ne voyez-vous pas, monsieur le président, que par cette décision, vous éloignez du continent les droits de l'homme et tous les bienfaits contingents, par un indigeste mélange de genre, où le règlement de compte et la justice forment un couple à la morale douteuse ?

## Pour Gbagbo, j'accuse

Écrit par errytaama.net

Lundi, 05 Décembre 2011 07:55 - Mis à jour Dimanche, 13 Mai 2012 13:15

---

Monsieur le Président, je ne vous adresse pas cette lettre. Et je serai bien aise que vous ne la lisiez jamais. Car je préfère conserver de vous l'image d'un grand homme que le monde aurait eu la chance de voir diriger un pays si déterminant pour l'avenir d'une partie de l'Afrique. Je vous voyais tel un Mandela, un dalai-lama, un Ang San Suu Kyi, un Gandhi. Mais à votre place, aucune de ces personnes n'aurait envoyé Gbagbo au CPI. Ils l'auraient sans doute fait jugé, en prenant soin de lui assurer un procès équitable, et si jamais il était condamné, ils l'auraient gracié dans les plus brefs délais, au nom de la réconciliation nationale.

Voyez-vous monsieur le président, je n'aime pas les africanistes, ces personnes qui sont persuadés que l'Afrique est une entité contre laquelle le méchant Occidental complote sans arrêt. Je ne suis pas non plus panafricaniste. Pour moi, il y a entre le Togolais que je suis et le Hottentot namibien, autant de points communs qu'on en trouve entre un Sénégalais et un Inuit de l'Alaska. Je suis plutôt citoyen du monde. Parce qu'aujourd'hui les droits de l'homme et la démocratie sont des valeurs universellement partagées, je n'éprouve aucune raison de m'identifier à une région de la planète, où en dehors de ces seules valeurs-là, tout nous distingue les uns des autres. Gbagbo se voulait panafricaniste. Dans une longue lettre adressée à Me Koffigoh, président de la commission électorale de l'UA en Côte d'Ivoire, et fervent défenseur de Gbagbo, j'ai dénoncé la duplicité de cette identité. Il n'en reste pas que depuis son incarcération à Korhogo, tous les africanistes et certains panafricanistes s'identifient à Gbagbo. Du prédateur de pouvoir qu'il était à mon sens au départ, il serait devenu une victime de cette hydre géante appelée franceafrique. Aujourd'hui, en le déportant comme vous l'avez fait, loin de sa famille, de ses amis, loin de 46% d'Ivoiriens qui l'ont choisi comme président, vous en faites un martyr. Et alors qu'il y a seulement quelque mois, je n'imaginai jamais être réduit à une telle extrémité, je vais hurler à l'unisson avec tous ces jeunes Ivoiriens, Togolais, Béninois, Africains à la recherche de leur identité et en quête de héros : Vive Gbagbo. Lui, malgré sa roublardise, sa duplicité et sa sournoiserie, avait une idée de la Côte d'Ivoire. Et je crois, en le suivant sur son chemin de croix, qu'il l'aime réellement, ce pays. Il vit avec cette terre une aventure passionnelle. Voilà pourquoi il a accepté d'aller aux élections, alors que les rebelles n'étaient pas désarmés et que rien que pour ce motif, il aurait pu continuer à maintenir le statu quo.

Monsieur le président, l'objet de cette lettre que vous ne lirez jamais est ma déception. Déception d'un pauvre gars qui avait cru en vous, et découvre, ahuri, que le pardon que vous professez à longueur de journée ne s'adresse pas à tous vos compatriotes. Déception de voir qu'alors qu'il a sacrifié toute son existence sur l'autel de la politique en Côte d'Ivoire, Gbagbo n'aura pas le repos dont bénéficie Bush ou Blair, pourtant reconnus comme responsables d'une guerre injuste en Irak, où des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie.

Je me suis permis donc d'emprunter à Emile Zola cette expression devenue légendaire : J'accuse : Mais qui est-ce que j'accuse donc ? Je ne saurais vous le dire. La bible nous rapporte qu'alors qu'une femme était accusée d'adultère, et qu'il fallait, en application d'une loi hébraïque la lapider, les pharisiens allèrent demander à Jésus ce qu'il pensait du châtime. La bible rapporte que Jésus leur fit la réponse suivante. Que celui qui n'a jamais pêché lui jette la première pierre. Monsieur le président, je crois qu'avant de déporter Gbagbo à La Haye, vous auriez dû demander au Seigneur tout Puissant d'inspirer votre décision. Je n'aurai point été étonné qui vous serve la même réponse. Que celui qui n'a pas sur les main le sang d'un Ivoirien envoie le premier Gbagbo au CPI.

## **Pour Gbagbo, j'accuse**

Écrit par errytaama.net

Lundi, 05 Décembre 2011 07:55 - Mis à jour Dimanche, 13 Mai 2012 13:15

---

**Source: <http://www.gerrytaama.net/article-pour-gbagbo-j-accuse-90940509.html>**